

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

COMPAGNIE AGRICOLE DE LA CRAU.

Forme juridique : Société Anonyme au capital de 919.611,96 €.

Siège Social : 34, route d'Ecully - 69570 Dardilly.

APE 011A RCS : Lyon B 542 079 124 00021.

Exercice Social : du 1er janvier au 31 décembre 2007

Documents comptables annuels.

A. — Comptes sociaux.

I. — Bilan au 31 décembre 2007.

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2007			31/12/2006
	Brut	Amortisse- ments	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	796		796	801
Constructions	188	180	8	12
Installations techniques, Matériels et outillages industriels.	3	3		
Autres	10	10		
Immobilisations financières				
Titres de participations	50	14	36	40
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés et prêts				
	1 047	207	840	853
Actif circulant :				
Produits intermédiaires et finis				
Créances				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Clients et comptes rattachés	35	7	28	8
Autres	4 488	1	4 487	6 958
Valeurs mobilières de placement	22 578		22 578	21 392
Disponibilités	5		5	2
Charges constatées d'avance	2		2	6
	27 108	8	27 100	28 366
Total de l'actif			27 940	29 219

Passif	31/12/2007	31/12/2006
Capitaux propres		
Capital social	920	920
Prime d'émission, d'apport	653	653

Ecart de réévaluation	425	425
Réserves :		
Réserve légale	92	92
Réserves réglementées		
Autres	12 465	13 043
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou (-) perte)	652	1 435
Provisions réglementées		
	15 207	16 568
Provisions pour risques et charges	12 627	12 409
Dettes		
Emprunts auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		2
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	58	57
Dettes fiscales et sociales	37	159
Autres dettes	10	23
Produits constatés d'avance	1	1
	106	242
Total du passif	27 940	29 219

II. — Compte de résultat de l'exercice.

(En milliers d'euros.)

	31/12/2007	31/12/2006
Montant du chiffre d'affaires	61	102
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	5	3
Autres produits		
	66	105
Charges d'exploitation :		
Achats de marchandises	-6	-6
Autres achats et charges externes	-266	-264
Impôts, taxes et versements assimilés	-6	-12
Salaires et traitements	-20	-66
Charges sociales	-5	-30
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	-4	-9
Sur actif circulant : dotations aux provisions		-5
Autres charges	-2	-2
	-309	-394
Résultat d'exploitation	-243	-289
Produits financiers :		
Produits de participations		58
Autres intérêts et produits assimilés	627	507
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	359	153
	986	718
Charges financières :		

Dotations aux provisions sur immobilisations financières	-4	-10
Intérêts et charges assimilées		-6
Charges sur cessions de valeurs mobilières de placement	-2	
	-6	-16
Résultat financier	980	702
Résultat courant avant impôts	737	413
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion	1	22
Sur opérations en capital	133	2 920
Reprises sur provisions et transferts de charges	3	12
	137	2 954
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion		-1
Sur opérations de capital	-5	-1 451
Dotations aux amortissements et provisions	-217	-478
	-222	-1 930
Résultat exceptionnel	-85	1 024
Impôts sur les bénéfices	0	2
Total des produits	1 189	3 777
Total des charges	-537	-2 342
Résultat net	652	1 435

III. — Projet d'affectation du résultat.

(En milliers d'euros.)

Origines :	
Résultat de l'exercice	652
	652
Affectations :	
Autres réserves	652
	652
Dividendes prélevés sur les autres réserves	2 012

IV. — Annexe aux comptes sociaux.

Exercice 2007

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007. Ces comptes ont été arrêtés le 16 avril 2008 par le Conseil d'Administration.

La COMPAGNIE AGRICOLE DE LA CRAU, détenue à 98,17 % par SABETON dont le siège social est à DARDILLY (69570) - 34, route d'Ecully, fait partie intégrante des comptes consolidés de cette dernière.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice.

Par arrêt en date du 7 avril 2008, la Cour Administrative d'Appel de Marseille a :

1. Rejeté la requête en appel de la Compagnie Agricole de la Crau visant à obtenir :

— la nullité de la convention signée avec l'Etat en 1940,

— le versement par l'Etat de dommages et intérêts pour non respect de ses engagements,

2. Confirmé le jugement rendu le 27 octobre 2005 par le Tribunal Administratif qui avait décidé l'annulation du titre exécutoire de 4,7 M€ émis en octobre 2000 par le Receveur Général des Finances au titre du partage du boni de liquidation,

3. Dans le cadre du titre exécutoire de 3,1 M€ émis en octobre 2000 par le Receveur Général des Finances au titre de la participation de l'Etat aux résultats des exercices 1984 à 1999 inclus, déterminé l'assiette de calcul et demandé, en conséquence, aux parties de produire tous documents permettant d'effectuer ce calcul.

Compte tenu du fait que la décision est susceptible d'un recours devant le Conseil d'Etat et que la Compagnie Agricole de la Crau a, pour sa part, décidé de présenter ce recours, les provisions constatées à la clôture de l'exercice sont maintenues.

Faits significatifs de l'exercice.

Cessions d'actifs immobiliers moyennant le prix global de 133 K€, représentant une plus-value avant impôt de 128 K€.

Règles et méthodes comptables.

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général fixées par la loi du 30 avril 1983 et son décret du 29 novembre 1983, et au règlement 99-03 du CRC relatif à la réécriture du plan comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sauf évolutions réglementaires,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Compte tenu du caractère non significatif de l'activité de la société PARNY, détenu à 99,80 % par votre société, il n'a pas été établi de comptes consolidés au titre de l'exercice 2007. Au titre de cet exercice, la société n'a contrôlé, ni eu d'influence notable sur aucune autre société.

Méthodes comptables.

Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation en 1978.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée probable de vie et de la nature des immobilisations.

Les principales durées retenues sont :

Constructions	20 ans
Agencements des constructions	5 à 20 ans
Autres immobilisations corporelles	5 à 10 ans

Immobilisations financières. — Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont évalués au prix d'acquisition.

Une dépréciation est éventuellement constituée lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure au prix d'acquisition. La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à leur valeur d'usage pour l'entreprise ; elle est déterminée par rapport aux capitaux propres réestimés de la filiale, à sa rentabilité et à ses perspectives d'avenir.

Créances et dettes. — Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances sur clients sont éventuellement dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement et de l'ensemble des sinistres connus jusqu'à la date de clôture des comptes.

Valeurs mobilières de placement. — Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées pour leur valeur brute au prix d'acquisition ou de souscription. Elles sont éventuellement dépréciées au vu de leur valeur boursière en fin d'année. Les cours retenus pour procéder à cette dépréciation par comparaison avec leur valeur brute est la valeur liquidative pour les SICAV et les certificats de dépôt.

Provisions. — Les provisions comprennent les provisions jugées nécessaires pour couvrir l'ensemble des risques encourus. Les engagements en matière de retraite comptabilisés au 31 décembre 2007 pour l'ensemble des salariés ont fait l'objet d'une provision selon la méthode rétrospective.

Notes sur le bilan et le compte de résultat.

Sauf indication contraire, les montants mentionnés dans ces notes sont exprimés en milliers d'euros.

Note 1. – Mouvements de l'actif immobilisé :

	31/12/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Valeurs brutes				
Immobilisations corporelles	1.041		44	997
Immobilisations financières :				
Dont titres	50			50
Dont dépôts de garantie				
Total des valeurs brutes	1.091		44	1.047
Amortissements et dépréciations :				
Immobilisations corporelles	228	4	39	193
Immobilisations financières	10	4		14
Total des amortissements et dépréciations	238	8	39	207

Compte tenu de la situation actuelle du marché, des transactions intervenues et des discussions en cours, il a été estimé que le patrimoine immobilier de la société avait au 31 décembre 2007 une valeur de marché au moins égale à la valeur figurant au bilan.

Note 2. – Valeurs mobilières de placement :

	31/12/2007	31/12/2006
SICAV monétaires		
Cic union cash	5.828	899
Certificats de dépôt	16.575	20.476
Parts	16	18
Intérêts à recevoir sur valeurs mobilières de placement	158	1
Total	22.577	21.394

Note 3. – Capital social.

Le capital de la société, qui s'élevait au 31 décembre 2006 à 919.611,96 € divisé en 201.228 actions d'une valeur nominale de 4,57 €, n'a pas subi de modification au cours de l'exercice.

Note 4. – Réserve de réévaluation :

	31/12/2007	31/12/2006
Valeur brute des terrains avant réévaluation	371	376
Réserve de réévaluation	425	425
Valeur brute des terrains après réévaluation	796	801

Note 5. – Tableau des variations des capitaux propres :

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2007	16.568
Variations en cours d'exercice :	
Résultat de l'exercice	651
Distribution d'un dividende de 10,00 € par action	-2.012
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2007 avant affectation du résultat	15.207

Note 6. – Etat des provisions et des dépréciations :

	31/12/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Dépréciation des clients	9		2	7
Dépréciation des débiteurs divers	4		3	1
Dépréciation des valeurs mobilières de placement	2		2	
Provisions pour risques :				
Provision sur participation de l'Etat	11.435	217		(1) 11.652
Provision dommages et intérêts versés par l'Etat	972			(2) 972
Provisions pour indemnités de départ en retraite	1			1
Total des provisions et des dépréciations	12.423	217	7	12.633

(1) correspond à une provision pour risque constituée au titre de la convention signée avec l'Etat en 1940 à la suite :

— de l'inscription par le Receveur Général des Finances d'une hypothèque légale sur la quasi-totalité des terres de la société en vertu des titres exécutoires qu'il lui a délivrés au cours de l'exercice 2000, estimant que la Compagnie est redevable d'une participation de l'Etat aux résultats et au boni de liquidation,

— des jugements rendus par le Tribunal Administratif de Marseille en octobre 2005 qui a rejeté toutes les demandes de la Compagnie, à l'exception de la demande d'annulation du titre exécutoire de 4,7 M€ émis en octobre 2000 au titre du partage du boni de liquidation, pour laquelle l'Etat a fait appel. La Compagnie a fait appel des deux autres jugements.

L'audience devant la Cour Administrative d'Appel s'est déroulée le 19 mars 2008. (cf. le paragraphe « Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice »).

(2) la Compagnie avait intenté des actions en responsabilité contre l'Etat en vue d'obtenir réparation des préjudices qu'elle avait subis du fait du non respect par l'Etat de ses engagements et des arrêtés du Préfet des Bouches-du-Rhône refusant le droit d'exploiter à des acquéreurs avec lesquels la Compagnie avait signé des promesses de vente. Le Tribunal Administratif de Marseille a rendu, en mars 2005, une décision favorable à la Compagnie lui allouant des dommages et intérêts. Compte tenu de l'appel interjeté par l'Etat, la somme perçue de ce dernier au cours de l'exercice 2005, soit 972 K€, fait l'objet d'une provision pour risque de même montant.

A la suite de l'audience du 19 mars 2008, la Cour Administrative d'Appel de Marseille n'a pas, à ce jour, rendu son arrêt.

Note 7. – Entreprises liées :

	Valeur brute	Dont entreprises liées	Dont hors groupe
Postes du bilan			
Immobilisations financières	50	50	
Dettes fournisseurs	57	23	34
Postes du compte de résultat			
Produits financiers	985		
Charges financières	6	4	2

Note 8. – Créances et dettes.

a. Dettes. — L'ensemble des dettes d'un montant de 106 K€ est exigible à moins d'un an. Ces dettes sont essentiellement constituées de dettes fournisseurs pour 57 K€, de dettes fiscales et sociales pour 37 K€ et d'autres dettes pour 10 K€.

b. Créances. — L'ensemble des créances est exigible à moins d'un an, à l'exception des créances douteuses. Les principales créances sont :
— la somme de 3.095 K€, correspondant à la somme réglée par la Compagnie en exécution du jugement du 27 octobre 2005, qui reste comptabilisée en créance sur l'Etat à l'actif du bilan et est compensée par une provision pour risques du même montant, tant que les procédures afférentes à ce litige ne sont pas terminées,
— la somme de 1.356 K€, correspondant, en principal et intérêts, au séquestre des fonds issus des ventes intervenues sur des terres concernées par l'inscription d'hypothèque prise à la requête de Receveur Général des Finances, dont le remboursement dépend de l'issue des procédures en cours avec l'Etat.

Note 9. – Comptes de rattachement des produits et des charges :

Montant des charges à payer :	
Dettes fournisseurs	31
Dettes fiscales et sociales	6
Autres dettes	10
	47
Montant des charges constatées d'avance :	
Eléments d'exploitation	2
Produits à recevoir :	
Créances clients et comptes rattachés	1
Autres créances	9
Intérêts courus sur valeurs mobilières de placement	159
	169
Produits constatés d'avance :	
Eléments d'exploitation	1

Note 10. – Résultat exceptionnel :

	31/12/2006	31/12/2007
Produits sur cession des immobilisations corporelles	545	133
Valeur nette comptable des immobilisations corporelles cédées	-7	-5
Produits sur cession des immobilisations financières	2 372	
Valeur nette comptable des immobilisations financières cédées	-1 444	
Provision pour risques et charges exceptionnels	-478	-217
Produits exceptionnels divers	37	3
Charges exceptionnelles diverses	-1	
Résultat exceptionnel	1 024	-86

Note 11. – Engagements donnés.

Suite à la cession des ETS JACQUIER, garantie d'actif net expirant le 31 décembre 2007.

En application de la Loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social et d'un Accord National du 2 juin 2004 sur la Formation Professionnelle en Agriculture, la société a mis en place le droit individuel à la formation (DIF). A ce titre, le nombre d'heures cumulées acquises par les salariés s'élève à 120 heures. Aucune heure n'a, au cours de l'exercice, donné lieu à demande.

Note 12. – Rémunération des membres du conseil d'administration.

Les jetons de présence versés aux membres du Conseil d'Administration s'élèvent à 1,8 K€. Aucune autre rémunération n'a été versée aux organes de direction et aux membres du Conseil d'Administration de la société au cours de l'exercice 2007.

Note 13. – Effectif.

La société employait, au 31 décembre 2007, une personne.

Note 14. – Intégration fiscale.

Dans le cadre de l'intégration fiscale, la convention de répartition de l'impôt entre la COMPAGNIE AGRICOLE DE LA CRAU et la société SABETON a une durée expirant le 31 décembre 2007.

La convention de répartition de l'impôt au sein du groupe est la suivante :

- les charges d'impôts sont supportées par les sociétés comme en absence d'intégration fiscale,
- les économies d'impôts réalisées par le groupe sont constatées en résultat dans les comptes de la société mère,
- les économies d'impôts ne sont pas réallouées aux filiales sauf éventuellement en cas de sortie du groupe.

Le déficit fiscal reportable de la COMPAGNIE AGRICOLE DE LA CRAU, généré avant son entrée dans le périmètre d'intégration fiscale de SABETON, s'élève à 902 K€ au 31 décembre 2007.

V. — Filiales et participations.

(En milliers d'euros.)

	PARNY 34, route d'Ecully 69570 DARDILLY
Capital	50
Capitaux propres autres que le capital	-14
Quote-part du capital détenue (en %)	99,80
Valeur comptable brute des titres détenus	49
Valeur comptable nette des titres détenus	36
Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	
Montant cautions et avals donnés par la société	
Chiffre d'affaires du dernier exercice H.T.	
Bénéfice ou perte du dernier exercice	-4
Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	

0804534